

*L'Adresse—M. Frith*

création d'emplois. La plupart d'entre nous, de ce côté de la Chambre, reconnaissons malheureusement qu'on en parle peu dans le discours du trône. En fait, si l'on regarde les points précis de l'exposé économique que le ministre des Finances (M. Wilson) nous a livré il y a environ quatre jours, on s'aperçoit que les conservateurs reviennent sur leurs promesses de la campagne électorale 1984 en ce qui concerne la création d'emplois.

Je voudrais revenir à la première semaine de juillet 1984, au moment où le gouvernement de l'époque, sous la direction du très honorable chef de l'Opposition (M. Turner), a choisi de déclencher des élections pendant l'été. Dans sa déclaration il disait, alors, qu'il n'avait pas l'intention de faire de la surenchère avec les Canadiens, et en particulier avec les candidats des autres partis politiques, étant donné l'ampleur du déficit fédéral. Il ne manque pas de gens réfléchis, des deux côtés de la Chambre, qui admettent que le déficit fédéral doit être réduit pour le bien du pays. Mais, cela étant, le premier ministre d'alors a fait remarquer que, pour réduire le déficit, il avait le choix entre trois choses: comprimer les dépenses publiques, dénoncer les promesses qu'il a faites durant la campagne électorale ou augmenter les impôts. Pourtant, le chef du parti conservateur a décidé, tout en sachant à l'époque que le déficit fédéral était de «37 milliards de dollars», pour citer ses propres chiffres, de faire campagne en multipliant les promesses. Voilà ce que je voulais démontrer. Les discours et les exposés économiques passent. Ce qui reste, c'est l'impression que laisse un gouvernement au peuple du Canada. Et, en l'occurrence, le gouvernement laisse l'impression d'avoir trahi sa parole, d'avoir rompu les promesses qu'il avait faites aux électeurs habitants des différentes circonscriptions du Canada. Voilà qui me trouble vraiment.

Il nous arrive à tous, quelle que soit notre allégeance politique, de nous inquiéter du cynisme des Canadiens à l'endroit de leurs représentants. Et il arrive aussi parfois que les mesures prises par les gouvernements justifient ce cynisme. C'est une bien triste époque que celle où les politiques décident de faire campagne sur tout un train de promesses en sachant bien qu'ils vont les dénoncer dès qu'ils seront élus.

J'aimerais parler des quelque 338 promesses que les conservateurs ont faites au cours de la campagne électorale l'été dernier. Ils ont fait campagne sur le thème du développement régional, en promettant de donner au ministère de l'Expansion économique régionale la mission de promouvoir le développement des régions les plus défavorisées du Canada. Pourtant, dans son exposé économique la semaine dernière, le ministre des Finances a annoncé qu'il pratiquerait une coupe sombre de 200 millions de dollars dans les dépenses de ce ministère. Je ne me rappelle pas avoir entendu le candidat conservateur qui m'a fait la lutte parler d'une telle compression. J'ai aperçu plus tôt aujourd'hui le député de Timmins-Chapleau (M. Gervais) à la Chambre; il n'est plus ici maintenant. Je ne me rappelle pas

l'avoir entendu dire, lorsqu'il faisait campagne dans sa circonscription, que le gouvernement conservateur allait réduire les subventions du MEER si jamais il était élu.

Des réductions des subventions du MEER entraîneront des pertes d'emplois, la plupart dans l'arrière-pays des provinces de l'Atlantique, dans le nord de l'Ontario et du Québec. Ces coupures ne touchent pas les habitants de Toronto, de Montréal ou d'autres agglomérations urbaines, mais bien ceux qui vivent dans les régions les plus démunies.

Je voudrais parler d'une autre de leurs promesses. Au sujet des personnes âgées, ils ont promis de rétablir l'indexation intégrale des pensions de vieillesse en fonction du coût réel de la vie le 1<sup>er</sup> janvier 1985. On a beaucoup parlé de certains propos que le premier ministre a tenus au cours de la campagne électorale. Il a déclaré que l'universalité était sacrée, inviolable. Néanmoins, deux semaines après l'ouverture de la législature, il revenait sur cet engagement. Lors de sa conférence de presse vendredi, il s'est demandé si les présidents de certaines banques touchant des traitements de \$500,000 et \$600,000 devaient recevoir des prestations universelles, que ce soit les allocations familiales ou la sécurité de la vieillesse. Il a nettement laissé l'impression que le gouvernement conservateur se bornerait à étudier la question de l'universalité s'appliquant à une cinquantaine de présidents de banque. Comme nous y reviendrons souvent, je voudrais consigner au compte rendu les attributions du comité ou du groupe d'étude parlementaire chargé d'étudier l'universalité, afin que les Canadiens, quel que soit le niveau de leur revenu, commencent au moins à comprendre la nouvelle orientation du Canada dont le gouvernement conservateur a esquissé les grandes lignes. Mes électeurs de Sudbury et tous les Canadiens devraient communiquer avec leur député pour savoir comment le gouvernement consultera les diverses circonscriptions afin de veiller à ce que l'intérêt des simples citoyens soit protégé. Des questions sont posées à la page 78 de «Une nouvelle direction pour le Canada». On y pose la question suivante:

Est-il juste que les familles dont le revenu annuel se situe entre \$20,000 et \$30,000 reçoivent des prestations plus importantes que les familles gagnant moins de \$10,000?

Il ne s'agit pas d'un président de banque touchant entre \$500,000 et \$600,000 par an. C'est le simple travailleur de la société International Nickel ou de Sault-Sainte-Marie qui sera touché si l'orientation du gouvernement conservateur entraîne la remise en question du caractère universel des allocations familiales.

A propos de la deuxième question, je me souviens qu'une collègue libérale a osé soulever cette question, mais a dû rapidement l'oublier. Il s'agissait de la députée de Nickel Belt. Cette question est également soulevée dans le document intitulé «Une nouvelle direction pour le Canada»; elle se lit comme suit:

L'exemption au titre des enfants doit-elle être conservée puisqu'elle n'aide aucunement les familles à faible revenu?